



**CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU NIORTAIS
ET L'ASEA 49 - MISSION DE PREVENTION SPECIALISEE**

**Objet : Soutien financier dans le cadre
du Contrat de ville - année 2025**

ENTRE les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Niortais, ci-après dénommée la CAN, représentée par Romain DUPEYROU, Vice-Président Délégué, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 19 mai 2025,

d'une part,

Et l'ASEA 49, 46 route du Plessis-Grammoire, 49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU, ci-après dénommé l'association, représenté par François BERNARD, Président, directement habilité à cet égard par délibération du Conseil d'Administration,

d'autre part

VU le Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » signé le 9 avril 2024

VU l'avis du Comité Technique du 18 mars 2025

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 », au sein de la thématique « Citoyenneté en action : réinventer le vivre ensemble », la CAN apporte un soutien financier au projet « Atelier Cin'Emma » porté par l'association.

ARTICLE 2 : MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE PARTENARIAT

2.1 – Par l'association

Cette action mis en place par l'ASEA 49 dans le cadre de sa Mission de prévention Spécialisé sur Niort, a pour objectifs de :

- Favoriser la mixité femmes/hommes, la mixité de quartiers ;
- Travailler sur l'empathie, la cohésion de groupe ;
- Sensibiliser sur les métiers de l'audiovisuel ;
- Aborder différentes thématiques à travers un support ludique ;
- Favoriser l'aménagement de la pièce dédiée au sein du local pour renforcer la mobilisation du public autour de l'action ;

- Envisager des séquences consacrées au public féminin afin d'en renforcer la captation ;
- Appréhender des séquences hors local et milieu scolaire pour approcher un autre public en partenariat ;
- Renforcer l'approche « technique » des métiers de l'audiovisuel et la rencontre de professionnels ;
- Consolider l'approche éducative du public à l'image et aux médias.

2.2 - Par la Communauté d'Agglomération du Niortais

Cette action s'inscrit dans le cadre de la thématique « Citoyenneté en action : réinventer le vivre ensemble » du Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 ». Après avis émis dans le cadre de la 1^{ère} programmation, la CAN apporte son soutien à l'association, à hauteur de **mille cent vingt euros (1 120 €)**.

ARTICLE 3 : MODALITES DE DEROULEMENT DE L'ACTION

L'action consiste à proposer des soirées ciné-débats aux jeunes. Partenariats avec différents acteurs selon les thématiques (Mission Locale, Planning Familial, CSC, PSNA, Unis-Cité, ...). Les objectifs de l'action sont multiples : aborder différentes thématiques grâce au vecteur cinématographique ; favoriser la mixité femmes/hommes et celle entre quartiers ; travailler l'empathie, la cohésion de groupe. En 2024, 174 jeunes de 12 à 25 ans ont participé. Pour 2025 l'action sera renforcée par une approche technique des métiers de l'audiovisuel et la rencontre de professionnels, des séquences consacrées au public féminin seront également envisagées afin d'en renforcer la captation.

- Public(s) cible(s) : Jeunes de 12 à 25 ans de tous les quartiers QPV (et autres quartiers)
- Nombre approximatif de personnes bénéficiaires : 150
- Lieu(x) de réalisation : les 3 QPV
- Date de mise en œuvre prévue : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025
- Durée de l'action : 12 mois
- Méthode d'évaluation prévue pour l'action :
L'association propose les indicateurs suivants :
 - Impact sur les jeunes/habitants : ont-ils développé des compétences, une estime d'eux-mêmes, un lien social ? ;
 - Engagements des participants : Quel a été le taux de participation et l'investissement ? ;
 - Technicité : Maîtrise des outils, du montage, etc. Quelles connaissances acquises ? ;
 - Qualité du processus éducatif pour favoriser l'expression, l'autonomie et la participation ? ;
 - Qualité du partenariat développer autour du projet : Qui ? Comment ? Quand ? Pourquoi ? ;

L'association s'engage également à compléter la fiche évaluation fournie par le service Cohésion Sociale et Insertion.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention sera effectué par virement administratif sur un compte ouvert au nom de l'association. En cas de réalisation partielle de l'action, le montant du soutien sera revu proportionnellement.

ARTICLE 5 : MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

5.1 - Utilisation de l'aide

L'association s'engage à utiliser la subvention de la CAN exclusivement pour l'action « Atelier Cin'Emma ».

5.2 - Valorisation

L'association s'engage à préciser le soutien de la CAN lors de toute démarche de communication verbale, écrite et audiovisuelle qu'elle aura initiée ou pour laquelle elle aura été sollicitée. Par ailleurs, un représentant de la CAN sera invité aux points presse que pourrait décider l'association. La signature graphique du Contrat de ville en vigueur devra être utilisée sur les supports écrits.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE

L'association produira à la CAN les documents suivants :

- Les documents comptables établis conformément au plan comptable officiel : compte de résultat, bilan, budget prévisionnel. Sur ces documents figureront toutes les aides directes ou indirectes de la CAN. L'association produira le rapport général sur les comptes annuels qui devront être certifiés par le Président, le Trésorier et deux administrateurs ;
- Un bilan quantitatif, qualitatif et financier des activités réalisées sur les supports de documents remis par le service Cohésion Sociale et Insertion ;
- Un descriptif des objectifs pour la ou les années à venir ;
- Un exemplaire des supports de communication.

L'association s'engage à fournir au Président de la CAN un bilan financier ainsi qu'un compte-rendu d'exécution finale au terme de l'opération.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET

La présente convention prend effet dès sa notification par la CAN à l'association, faisant mention de la date de transmission au représentant de l'État dans le département.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Le non-respect de l'une ou l'autre disposition de la présente convention par l'association entraînera sa résiliation pure et simple après une mise en demeure par lettre recommandée non suivie d'effet sous un délai de 15 jours.

ARTICLE 9 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

En application de l'article 12 de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'association est tenue de :

- Respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ;
- Respecter les symboles de la République française énumérés à l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958 : la langue française, le drapeau tricolore et la Marseillaise ;
- Ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- S'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

A défaut, l'association sera tenue de restituer, dans un délai ne pouvant excéder 6 mois à compter de la décision de retrait de la subvention, les sommes qu'elle a perçues postérieurement au manquement constaté.

ARTICLE 10 : OPEN DATA

La CAN s'est engagée dans une politique pour l'innovation et le développement numérique faisant une place prioritaire au logiciel libre et à la réutilisation des données publiques conformément à la loi pour une République numérique, n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration, en vigueur au 9 octobre 2016.

Pour cela, elle permettra à des tiers de réutiliser librement les données publiques diffusées sur sa plateforme qui sera accessible sur le NET. Sont expressément exclues de cette démarche les données à caractère personnel ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle.

La collectivité se réserve la possibilité de publier sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachés aux données, les données issues de la convention. Lorsque les données produites dans le cadre de la convention font partie des données mentionnées dans le référentiel national Socle Commun des Données Locales, le titulaire des données sera tenu de les transmettre à la collectivité dans les formats décrits dans le référentiel disponible : <https://scdl.opendatafrance.net/docs/>.

Les formats de transmission des données autres que celles mentionnées dans le référentiel national Socle Commun des Données Locales seront proposés à la validation de la collectivité. La collectivité se réserve le droit de faire modifier ce format si celui-ci ne lui convient pas.

Les données autres que celles mentionnées dans le référentiel national Socle Commun des Données Locales seront transmises à la collectivité sous un format ouvert défini en accord avec la collectivité.

Fait à Niort, le

**Le Président de
l'ASEA 49**

François BERNARD

**Le Vice-Président Délégué de la Communauté
d'Agglomération du Niortais**

Romain DUPEYROU